

2021_CT2_348

OBJET : Ressources - Technologies d'information et de communication - AVIS - Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les Communes membres - Approbation de tranches complémentaires des coûts de la prestation de service, et des conditions d'intervention au profit des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des Communes membres

Le 30 septembre 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix s'est réuni en session ordinaire à la Salle polyvalente Reine Jeanne à Ventabren, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 23 septembre 2021, conformément à l'article L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales.

Etaient Présents : AMAR Daniel – AMIEL Michel – ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BONFILLON CHIAVASSA Béatrice – BOULAN Michel – BRAMOULLÉ Gérard – BUCHAUT Romain – CHARRIN Philippe – CHAUVIN Pascal – CIOT Jean-David – CONTÉ Marie-Ange – CRISTIANI Georges – DELAVET Christian – DESVIGNES Vincent – DI CARO Sylvaine – FERNANDEZ Stéphanie – FILIPPI Claude – FREGEAC Olivier – GACHON Loïc – GARCIN Eric – GOURNES Jean-Pascal – GRANIER Hervé – GRUVEL Jean-Christophe – GUINIERI Frédéric – HUBERT Claudie – JOISSAINS Sophie – KLEIN Philippe – LANGUILLE Vincent – MALLIÉ Richard – MARTIN Régis – MERCIER Arnaud – MORBELLI Pascale – PENA Marc – PETEL Anne-Laurence – ROVARINO Isabelle – RUIZ Michel – TAULAN Francis – VENTRON Amapola – VINCENT Jean-Louis

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales : BENKACI Moussa donne pouvoir à TAULAN Francis – BURLE Christian donne pouvoir à GRUVEL Jean-Christophe – CANAL Jean-Louis donne pouvoir à CRISTIANI Georges – CESARI Martine donne pouvoir à GOURNES Jean-Pascal – DAGORNE Robert donne pouvoir à FILIPPI Claude – GERARD Jacky donne pouvoir à BARRET Guy – JOISSAINS MASINI Maryse donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – PELLENC Roger donne pouvoir à CONTÉ Marie-Ange – POUSSARDIN Fabrice donne pouvoir à BUCHAUT Romain – SERRUS Jean-Pierre donne pouvoir à VENTRON Amapola – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à JOISSAINS Sophie

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BIANCO Kayané – CORNO Jean-François – PAOLI Stéphane – RAMOND Bernard – SANNA Valérie – SLISSA Monique

Secrétaire de séance : LANGUILLE Vincent

Rapporteur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Ressources
Technologies d'information et de communication**

■ Séance du 30 Septembre 2021

02_7_02

■ **Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les Communes membres**
- **Approbation de tranches complémentaires des coûts de la prestation de service, et des conditions d'intervention au profit des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur

■ Séance du 7 Octobre 2021

3

IVIS 003-07/10/21 CM

■ Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les Communes membres - Approbation de tranches complémentaires des coûts de la prestation de service, et des conditions d'intervention au profit des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°FBPA 051-9153/20/CM du 17 décembre 2020, la Métropole a adopté un dispositif de mutualisation de la fonction de DPO avec ses communes membres volontaires, sur la base d'une convention de prestation de service conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après quelques premiers mois de déploiement, le présent rapport a pour objet de présenter les aménagements que le dispositif requiert :

- D'une part, la fixation des coûts pour les communes dont les strates démographiques se situent entre 30 000 et 50 000 habitants,
- D'autre part, l'élargissement des missions aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, sur les mêmes bases légales de signature d'une convention de prestation de service.

1- La mutualisation de la fonction de DPO – Contrat de prestation de service entre la Métropole et les communes membres – Strates démographiques complémentaires

La délibération n° FBPA 051-9153/20/CM adoptée par le conseil de la Métropole le 17 décembre 2020 avait fixé les coûts de la prestation de service de mutualisation de la fonction de DPO avec les communes en fonction de 5 strates démographiques, de mois de 2 000 à 30 000 habitants, et n'avait pas fixé de coût au-delà de ces strates, réservant la fixation de ces coûts à un accord spécifique.

Pour assurer plus de visibilité et renforcer la transparence de la fixation des coûts pour les strates démographiques supérieures, il y a lieu de compléter le tableau des coûts fixé par la délibération du 17 décembre 2020.

La nouvelle fixation des tranches de coûts par strate démographique est donc la suivante :

Strate	Coût pour la première année	Coût pour les années suivantes
< 2 000 habitants	2 500 €	1 500 €
2 000 à 5 000 habitants	4 500 €	2 000 €
5 000 à 10 000 habitants	6 500 €	4 000 €
10 000 à 20 000 habitants	8 500 €	6 000 €
20 000 à 30 000 habitants	10 000 €	8 000 €
30 000 à 40 000 habitants	12 500 €	10 000 €
40 000 à 50 000 habitants	14 500 €	12 000 €

Toutes les autres conditions de la prestation de service prévues par la délibération n° FBPA 051-9153/20/CM adoptée par le conseil de la Métropole le 17 décembre 2020, et notamment le modèle de convention type, demeurent inchangées.

2- La mutualisation de la fonction de DPO – Contrat de prestation de service entre la Métropole et les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale de ses communes membres

Depuis le lancement du dispositif de mutualisation de la fonction de DPO de la Métropole, les communes adhérentes ont exprimé le souhait d'élargir la mutualisation de la fonction de DPO de la Métropole au bénéfice de leurs centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.

En effet, ces établissements publics assurent des missions d'accompagnement social au profit de la population communale, sous la responsabilité de son président, maire de la commune concernée.

Ils doivent également désigner un DPO et, dans la mesure où la Métropole est déjà désignée comme DPO de la commune, sa désignation comme DPO du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune apparaît comme une mesure logique et simplificatrice pour les établissements publics.

La Métropole propose donc, en réponse à ces demandes, l'élargissement de la mutualisation de la fonction de DPO avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres adhérentes du dispositif, sur la base d'une convention de prestation de service dont le modèle est joint à la présente délibération.

La mutualisation de la fonction DPO comprend les missions réglementaires socles prévues à l'article 39 du RGPD :

- information et conseil du responsable de traitement sur les obligations en matière de protection des données ;
- contrôle du respect des dispositions du RGPD en matière de répartition des responsabilités sur les données personnelles avec les sous-traitants, de sensibilisation et d'information du personnel,
- conseil en matière d'analyse d'impact sur la protection des données,
- coopération avec l'autorité de contrôle (CNIL),
- point de contact avec l'autorité de contrôle (CNIL) y compris pour les consultations préalables.

Elle comprend également une mission d'accompagnement dans la démarche de mise en conformité pour chaque centre communal ou intercommunal d'action sociale.

La mutualisation de la fonction de DPO entraîne la mise en place d'outils informatisés de la Métropole dont les prérequis sont détaillés dans la convention. Le centre communal ou intercommunal d'action sociale devra s'assurer qu'il dispose d'un accès à Internet de qualité suffisante pour accéder à ces outils.

Par ailleurs, le DPO de la Métropole doit bénéficier du soutien du centre communal ou intercommunal d'action sociale (CCAS/CIAS) qui le désigne.

Le CCAS/CIAS devra en particulier :

- s'assurer de son implication dans toutes les questions relatives à la protection des données (par exemple : communication interne et externe sur sa désignation, association en amont des projets impliquant des données personnelles),
- lui fournir les ressources nécessaires à la réalisation de ses tâches. A ce titre, le CCAS/CIAS désigne obligatoirement en interne un ou plusieurs relais sur lesquels le DPO de la Métropole pourra s'appuyer, et fournira au DPO les accès nécessaires pour qu'il exerce ses missions et puisse accéder aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement,
- lui permettre d'agir de manière indépendante : le DPO doit disposer d'une autonomie d'action reconnue par tous au sein du CCAS/CIAS qui le désigne. Il exerce sa mission directement et uniquement auprès du responsable de traitement (Président du CCAS/CIAS) ou toute autre personne que celui-ci aura habilitée. Cette personne sera nominativement désignée dans les conditions particulières.
- lui faciliter l'accès aux données et aux opérations de traitement, en veillant à l'associer d'une manière appropriée et en temps utiles à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel,
- veiller à l'absence de conflit d'intérêts.

La mutualisation de la fonction de DPO avec les CCAS/CIAS entraîne pour la Métropole des coûts de fonctionnement du service intégrant, outre des dépenses de personnel, des dépenses techniques spécifiques.

Pour répartir ces charges, le coût de la prestation de service par CCAS/CIAS repose sur plusieurs strates démographiques :

Strate	Coût pour la première année	Coût pour les années suivantes
< 2 000 habitants	625 €	375 €
2 000 à 5 000 habitants	1 125 €	500 €
5 000 à 10 000 habitants	1 625 €	1 000 €
10 000 à 20 000 habitants	2 125 €	1 500 €
20 000 à 30 000 habitants	2 500 €	2 000 €
30 000 à 40 000 habitants	3 125 €	2 500 €
40 000 à 50 000 habitants	3 625 €	3 000 €

La Métropole tiendra une comptabilité analytique des frais de fonctionnement de la mission intervenant pour l'exécution des prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) ;
- La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 modifié pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- La délibération n°FBPA 051-9153/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 relative à la mutualisation de DPO avec les communes membres.

Oùï le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Que l'accompagnement mutualisé de la démarche réglementaire de mise en conformité au RGPD entre la Métropole d'une part, et d'autre part les communes membres et leurs établissements publics d'action sociale, est de l'intérêt commun ;
- Qu'il y a lieu, pour des raisons de visibilité et de transparence, d'actualiser les coûts de fonctionnement de la prestation de service de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec ses communes membres dont la population est située entre 30 000 et 50 000 habitants ;
- Que la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres qui en font la demande, dans les conditions prévues dans la convention-type de prestation de service, est de l'intérêt commun.

Délibère**Article 1 :**

Sont approuvés les coûts de fonctionnement actualisés par strate démographique pour la prestation de service de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les communes membres.

Article 2 :

Est approuvée la mission de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres.

Article 3 :

Est approuvée la convention-type de prestation de service de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, ainsi que les coûts de fonctionnement par strate démographique.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions de prestation de service de mutualisation de la fonction de DPO avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres ainsi que tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 : Fonction 020 - Nature 611 et 6182

Les recettes seront constatées au budget 2021 : Fonction 020 - Natures 70875 et 70873.

Pour enrôlement,
Le Conseiller Délégué
Métropole numérique,
Politique publique de la donnée,
Parcours usager

Arnaud MERCIER



**CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE ENTRE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE CENTRE COMMUNAL [INTERCOMMUNAL] D'ACTION SOCIALE DE LA COMMUNE DE [DES COMMUNES DE]
RELATIVE A
MUTUALISATION DE LA FONCTION DE DELEGUE A LA PROTECTION DES
DONNEES**

La MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ,

Dont le siège est sis : Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille,

Représentée par sa Présidente en exercice ou son représentant, dûment habilité à signer la présente convention conformément à la délibération n°..... du Conseil de la Métropole.

Désignée ci-après « La Métropole »,

D'une part,

Le Centre Communal [Intercommunal] d'Action Sociale de la commune de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx [des communes de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx]

Dont le siège est sis : xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx,

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité à signer la présente convention conformément à la délibération/décision n°xxxxxxxxxxxxxxxxx, et domicilié en cette qualité audit siège ;

Désignée ci-après « Le CCAS/CIAS »

D'autre part,

Ensemble dénommées « Les Parties ».

Préambule

Aux termes des dispositions de l'article 37-4-a règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données, ci-après « le RGPD »), les autorités ou organismes publics, quelle que soit leur taille, doivent désigner un délégué à la protection des données (Data Protection Officer, ci-après « DPO »).

Conformément aux dispositions de l'article 37-6 du RGPD, le DPO peut être un membre du personnel de l'organisme responsable de traitement, ou exercer ses missions sur la base d'un contrat de service.

La fonction de DPO, qu'elle soit assurée en interne par un agent interne ou externalisée par un contrat de service, constitue dans tous les cas une charge financière.

Les missions socles et les conditions d'exercice de cette fonction étant identiques pour les

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20210930-2021_CT2_348-DE
Date de télétransmission : 14/10/2021
Date de réception : 14/10/2021

responsables de traitement, puisqu'elles sont fixées dans un règlement européen, une opportunité de mutualisation des moyens affectés entre plusieurs responsables de traitement existe. Cette mutualisation est d'ailleurs expressément prévue entre organismes publics par l'article 37-4 du RGPD, compte tenu de leur structure organisationnelle et de leur taille.

La Métropole, établissement public de coopération intercommunale, est un échelon naturel de mutualisation pour ses communes membres et leurs établissements publics, pour des compétences facultatives sur volontariat et après conventionnement.

En conséquence, il convient de conclure une convention de prestation de service entre le CCAS/CIAS et la Métropole relative à la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention définit les modalités de la mission de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) proposée par la Métropole.

Les conditions d'exercice des fonctions de DPO sont précisées à l'article 38 du RGPD :

- 1. Le responsable du traitement et le sous-traitant veillent à ce que le délégué à la protection des données soit associé, d'une manière appropriée et en temps utile, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.*
- 2. Le responsable du traitement et le sous-traitant aident le délégué à la protection des données à exercer les missions visées à l'article 39 en fournissant les ressources nécessaires pour exercer ces missions, ainsi que l'accès aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement, et lui permettant d'entretenir ses connaissances spécialisées.*
- 3. Le responsable du traitement et le sous-traitant veillent à ce que le délégué à la protection des données ne reçoive aucune instruction en ce qui concerne l'exercice des missions. Le délégué à la protection des données ne peut être relevé de ses fonctions ou pénalisé par le responsable du traitement ou le sous-traitant pour l'exercice de ses missions. Le délégué à la protection des données fait directement rapport au niveau le plus élevé de la direction du responsable du traitement ou du sous-traitant.*
- 4. Les personnes concernées peuvent prendre contact avec le délégué à la protection des données au sujet de toutes les questions relatives au traitement de leurs données à caractère personnel et à l'exercice des droits que leur confère le présent règlement.*
- 5. Le délégué à la protection des données est soumis au secret professionnel ou à une obligation de confidentialité en ce qui concerne l'exercice de ses missions, conformément au droit de l'Union ou au droit des États membres.*
- 6. Le délégué à la protection des données peut exécuter d'autres missions et tâches. Le responsable du traitement ou le sous-traitant veillent à ce que ces missions et tâches n'entraînent pas de conflit d'intérêts.*

Les missions du DPO sont quant à elles précisées à l'article 39 du RGPD :

- 1. Les missions du délégué à la protection des données sont au moins les suivantes :*
 - a) informer et conseiller le responsable du traitement ou le sous-traitant ainsi que les employés qui procèdent au traitement sur les obligations qui leur incombent en vertu du présent règlement et d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres en matière de protection des données ;*
 - b) contrôler le respect du présent règlement, d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres en matière de protection des données et des règles internes du responsable du traitement ou du sous-traitant en matière de protection des données à caractère personnel, y compris en ce qui concerne la répartition des responsabilités, la sensibilisation et la formation du personnel participant aux opérations de traitement, et les audits s'y rapportant ;*
 - c) dispenser des conseils, sur demande, en ce qui concerne l'analyse d'impact relative à la protection des données et vérifier l'exécution de celle-ci en vertu de l'article 35 ;*
 - d) coopérer avec l'autorité de contrôle ;*
 - e) faire office de point de contact pour l'autorité de contrôle sur les questions relatives au traitement, y*

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20210930-2021_CT2_348-DE
Date de télétransmission : 14/10/2021

compris la consultation préalable visée à l'article 36, et mener des consultations, le cas échéant, sur tout autre sujet.

2. Le délégué à la protection des données tient dûment compte, dans l'accomplissement de ses missions, du risque associé aux opérations de traitement compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement.

Article 2 – Contenu des prestations

La mutualisation de la fonction de DPO entraîne la mise à disposition du CCAS/CIAS de la solution informatisée de la Métropole retenue par marché public après mise en concurrence : MyDPO.

Cet outil édité par la société DPO CONSULTING SUD-EST, est accessible sur Internet en mode SaaS, sans besoin d'interconnexion avec le système d'information de la Métropole.

L'outil MyDPO comprend les modules suivants :

- outil de pilotage et de suivi de la démarche de mise en conformité,
- registres :
 - des activités de traitement,
 - des violations de données personnelles,
 - de gestion des demandes des personnes concernées,
 - des sous-traitants,
- gestion des pièces justificatives,
- réalisation des études d'impact sur la vie privée,
- formation à distance,
- veille réglementaire.

L'accompagnement dans la démarche de mise en conformité comprend :

- les missions réglementaires socles du DPO, prévues par l'article 39 du RGPD :
 - information et conseil du responsable de traitement sur les obligations en matière de protection des données ;
 - contrôle du respect des dispositions du RGPD en matière de répartition des responsabilités sur les données personnelles avec les sous-traitants, de sensibilisation et d'information du personnel,
 - conseil en matière d'analyse d'impact sur la protection des données,
 - coopération avec l'autorité de contrôle (CNIL),
 - point de contact avec l'autorité de contrôle (CNIL) y compris pour les consultations préalables.
- l'accompagnement dans la démarche de mise en conformité comprenant les étapes suivantes :
 - en début de projet, une réunion de lancement,
 - l'accompagnement du CCAS/CIAS dans la cartographie de ses traitements,
 - la constitution du registre des traitements du CCAS/CIAS (sous l'application MyDPO),
 - la constitution d'un plan d'actions de mise en conformité du CCAS/CIAS (sous l'application MyDPO).
 - une restitution de cette première phase.

Article 3 – Prérequis

Le DPO de la Métropole doit bénéficier du soutien du CCAS/CIAS qui le désigne.

Le CCAS/CIAS devra en particulier :

- s'assurer de son implication dans toutes les questions relatives à la protection des données (par exemple : communication interne et externe sur sa désignation, association en amont des projets impliquant des données personnelles),
- lui fournir les ressources nécessaires à la réalisation de ses tâches. A ce titre, le CCAS/CIAS désigne obligatoirement en interne un ou plusieurs relais sur lesquels le DPO de la Métropole pourra s'appuyer, et fournira au DPO les accès nécessaires pour

Accusé de réception en préfecture
N°10054897-20210830-003-004-01
Date de télétransmission : 14/10/2021
Date de réception préfecture : 14/10/2021

- puisse accéder aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement,
- lui permettre d'agir de manière indépendante : le DPO doit disposer d'une autonomie d'action reconnue par tous au sein du CCAS/CIAS qui le désigne. Il exerce sa mission directement et uniquement auprès du responsable de traitement (Président du CCAS/CIAS) ou toute autre personne que celui-ci aura habilitée.
- lui faciliter l'accès aux données et aux opérations de traitement, en veillant à l'associer d'une manière appropriée et en temps utiles à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel,
- veiller à l'absence de conflit d'intérêts.

Par ailleurs, l'application MyDPO étant accessible en mode SaaS, le CCAS/CIAS doit s'assurer qu'il dispose d'un accès à Internet de qualité suffisante pour répondre à ses besoins.

Article 4 – Désignation du délégué à la protection des données

Le CCAS/CIAS désigne la Métropole d'Aix-Marseille-Provence comme délégué à la protection des données auprès de la CNIL.

La Métropole désigne une personne physique pour assurer la mission de DPO qui s'engage expressément à assurer sa mission avec impartialité, compétence et diligence.

Article 5 – Engagements réciproques des parties

• **Engagements de la Métropole**

La Métropole s'engage à désigner pour chaque CCAS/CIAS adhérent au service une personne identifiée comme le pilote de la mission d'accompagnement.

La Métropole garantit que le DPO est joignable. Elle communique au CCAS/CIAS adhérent un numéro de téléphone et une adresse de courrier électronique spécifique.

La Métropole s'engage à mettre à disposition du CCAS/CIAS un DPO désigné sur la base de ses qualités professionnelles et en particulier, de ses connaissances spécialisés du droit et des pratiques en matière de protection des données et de sa capacité à accomplir les missions visées à l'article 39 du RGPD.

Le DPO est soumis au secret professionnel et a une obligation de confidentialité en ce qui concerne l'exercice de ses missions.

• **Engagements du CCAS/CIAS**

Le CCAS/CIAS adhérent s'engage à publier les coordonnées du DPO et à communiquer celles-ci à l'autorité de contrôle compétente.

Il s'engage à lui faciliter l'accès aux données et aux opérations de traitement.

Il veille à ce que le DPO exerce ses missions en toute indépendance et ne reçoive aucune instruction en ce qui concerne l'exercice de ses missions.

Rôles des parties

Les rôles auxquels chacune des parties est engagée sont rappelés ci-après :

La Métropole	Le CCAS/CIAS
Fournit et maintient les outils de mise en conformité (registre des activités de traitement) Crée et contrôle la mise à jour du registre des activités de traitement Sensibilise les agents du CCAS/CIAS Conseille le CCAS/CIAS	Nomme un ou plusieurs relais en interne Avertit la Métropole de tout nouveau traitement de données à caractère personnel Se forme et se sensibilise

Article 6 – Responsabilité du DPO

Le délégué à la protection des données n'est pas responsable en cas de non-respect du RGPD.

Ce dernier établit clairement que le responsable du traitement (le CCAS/CIAS) ou le sous-traitant (titulaire de marché public ou délégataire de service public du CCAS/CIAS) sont tenus de s'assurer et d'être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément à ses dispositions (article 24.1 du RGPD).

La responsabilité du respect de la protection des données incombe donc au responsable du traitement ou au sous-traitant.

Il est impossible de transférer au DPO, par délégation de pouvoir, la responsabilité incombant au responsable de traitement ou les obligations propres du sous-traitant.

Article 7 – Fin de mission du DPO

Au terme de la convention, le CCAS/CIAS adhérent devra obligatoirement notifier à la CNIL la fin de mission de DPO de la Métropole.

Article 8 – Dispositions financières

La mutualisation de la fonction de DPO avec les CCAS/CIAS entraîne pour la Métropole des coûts de fonctionnement du service intégrant, outre des dépenses de personnel, des dépenses techniques spécifiques.

Compte tenu de la strate démographique du CCAS/CIAS, le coût forfaitaire annuel est fixé à€ pour la première année, puis.....€ les années suivantes.

La mission d'accompagnement est facturée annuellement au plus tard en décembre, pour les sommes dues au titre de l'exercice en cours (proratisées).

En cas de résiliation anticipée de la part du CCAS/CIAS, les frais afférents à la convention seront entièrement dus par le CCAS/CIAS.

Les tarifs et modalités de paiement de la mission de DPO mutualisé ont été fixés par délibération du conseil de la Métropole et sont consultables sur www.ampmetropole.fr dans la rubrique « Conseil de la Métropole / Les séances ». Ils s'appliquent au 1er janvier de l'année concernée.

Toute modalité spécifique éventuelle de facturation, en cas de missions complémentaires, y sera également mentionnée.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20210930-2021_CT2_348-DE
Date de télétransmission : 14/10/2021
Date de réception préfecture : 14/10/2021

Article 9 – Date d’effet – Durée

La mission pourra débuter, après signature de la présente convention, à la date convenue entre le CCAS/CIAS et la Métropole.

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée de trois ans.

À

Le

Le Président du CCAS/CIAS
de

La Présidente de la Métropole
d’Aix-Marseille-Provence,

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20210930-2021_CT2_348-DE
Date de télétransmission : 14/10/2021
Date de réception préfecture : 14/10/2021

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20210930-2021_CT2_348-DE
Date de télétransmission : 14/10/2021
Date de réception préfecture : 14/10/2021

OBJET : Ressources - Technologies d'information et de communication - AVIS - Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les Communes membres - Approbation de tranches complémentaires des coûts de la prestation de service, et des conditions d'intervention au profit des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des Communes membres

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI



Signé, le **13 OCT. 2021**